JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement						ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	1 an		6 mois		3 mois		
	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	
Togo.....	6 000	—	3 300	—	1 725	—	Pour les abonnements, annonces et réclamations, s'adresser à l'EDITOGO BP 891 — Tél. 21-37-18 — Fax (228) 21-61-07 LOME Les abonnements et annonces sont payables d'avances
France, Afrique.....	—	8 400	—	4 620	—	2 415	
Autres pays.....	—	12 000	—	6 600	—	3 450	

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TEL : 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE

1997		
5 Fév.	- Décret n° 18 / PR portant nomination du Directeur Général des Douanes	140
5 Fév.	- Décret n° 19 / PR portant nomination	140
5 Fév.	- Décret n° 20 / PR relatif aux modalités de recouvrement des ressources du Fonds d'entretien Routier	141
6 Fév.	- Décret n° 21/ PR portant nomination d'un membre de la cour constitutionnelle	141
11 Fév.	- Décret n° 22 / PR portant autorisation de la signature du contrat de la gestion intérimaire de la CEET	142
11 Fév.	- Décret n° 23/ PR portant application de la loi organique relative à l'organisation et au fonctionnement de la cour constitutionnelle	142
11 Fév.	- Décret n° 24/ PR portant nomination	143
11 Fév.	- Décret n° 25 / PR portant nomination	143
11 Fév.	- Décret n° 26 / PR portant nomination du secrétaire général du	

Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme

11 Fév.	- Décret n° 27 / PR portant nomination du conseiller Juridique du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	143
11 Fév.	- Décret n° 28/PR portant nomination de l'inspecteur général des services Judiciaires	144
11 Fév.	- Décret n° 29 / PR portant nomination du Président de la cour Suprême	144
11 Fév.	- Décret n° 30 / PR portant nomination du procureur général de la cour suprême	145
11 Fév.	- Décret n° 31 / PR portant nomination du procureur général près la cour d'appel de Lomé	145
11 Fév.	- Décret n° 32 / PR portant nomination du premier substitut du procureur général près de la cour d'appel de Lomé	145
11 Fév.	- Décret n° 33 / PR portant nomination du deuxième substitut du procureur général près de la cour d'appel de Lomé	146
11 Fév.	- Décret n° 34 / PR portant nomination du Vice-Président de la cour d'appel de Lomé	146
11 Fév.	- Décret n° 35 / PR portant nomination d'un conseiller à la cour d'appel de Lomé	146
11 Fév.	- Décret n° 36 / PR portant nomination du Directeur de cabinet du Ministère des Mines, de l'Équipement, des Transports des Postes et Télécommunications	147

PRIMATURE:

1997

5 Fév.	- Décret n° 9 / PM portant nomination d'un membre de la cour constitutionnelle	147
--------	--	-----

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

1997	Décisions portant exclusions, admission à la retraite, radiations, engagement	147
------	---	-----

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

1997		
18 Fév.	- Arrêté n°33 / MIS portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes	148
18 Fév.	- Arrêté n°34 / MIS portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des préfectures	148

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1997		
24 Fév.	- Décision n° 121 / MEF / DF accordant un crédit	148
24 Fév.	- Décision n° 122 / MEF / DF autorisant déblocage de crédit	148
26 Fév.	- Décision n° 132 / MEF / DF autorisant paiement	148
26 Fév.	- Décision n° 133 / MEF / DF autorisant paiement	148
26 Fév.	- Décision n° 134 / MEF / DF autorisant paiement	148

MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1997		
24 Fév.	- Arrêté constatant absence irrégulière	148

MINISTERE DE LA SANTE

1997		
17 Fév.	- Arrêté n° 33 / MS / DGS / DPLET portant agrément de la compagnie pharmaceutique Africaine (CPHSA) au statut de grossiste répartiteur de produits pharmaceutiques et produits assimilés	148
19 Fév.	- Arrêté n° 36 / MS / DGS / DPLET portant attribution de licence d'exploitation d'une officine de pharmacie	149
20 Fév.	- Arrêté n° 37 / MS portant autorisation d'ouverture d'un cabinet médical	149

MINISTERE DE L'AGRICULTURE DE L'ELEVAGE
ET DE LA PECHE

1997		
17 Fév.	- Arrêté n° 8 / MAEP/CAB portant nomination	149

DIVERS

CAISSE DE RETRAITES DU TOGO

1997		
17 Fév.	- Décision n° 253 / CRT / DP portant concession d'une pension de retraite à M. DJABAKU Yawo Djidjoédji	149
21 Fév.	- Décision n° 260 / CRT / DP accordant majoration pour enfants à M. VIETE Kougnivon	149
21 Fév.	- Décision n° 261 / CRT / DP portant concession de pensions aux ayants cause de feu AKAKPO - GUETOU Kossi Agbégnigan	150
21 Fév.	- Décision n° 262 / CRT / DP portant concession d'une pension à l'ayant cause de feu AMEGAVIE Kokou Agbéwoanou	150
21 Fév.	- Décision n° 263 / CRT / DP portant concession de pension à l'ayant cause de feu DENOO Akoli Komlan Adodo	150
21 Fév.	- Décision n° 264 / CRT / DP portant concession d'une pension de retraite à M. NENONENF Komi Denyo	150

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISELOIS, ORDONNANCES, DECRETS,
ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

PRESIDENCE

*Décret n°97-018/PR du 5 février 1997 portant nomination
du Directeur Général des Douanes*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu la constitution du 14 octobre 1992, notamment en son article 152:

Vu l'Ordonnance n°1 du 04 janvier 1968 portant statut des fonctionnaires;
Vu le décret n°67-156 du 27 juin 1967 portant création d'un Secrétariat Général au Ministère de l'Economie et des Finances;
Vu le décret n°67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel;
Vu le décret n°82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels;
Vu le décret n°86-109 du 05 juin 1986 portant organisation et attribution du Ministère de l'Economie et des Finances;
Sur proposition du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances;
Le Conseil des Ministres entendu;

DECRETE :

Article premier: M.SOGOYOU Blèza est nommé Directeur Général des Douanes en remplacement de M.Tchaa BOROZE.

Art. 2 : Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 05 Février 1997

Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Le Ministre d'Etat, chargé de l'Economie et des Finances
Barry Moussa BARQUE

Décret n°97-019/PR du 5 Février 1997 portant nomination

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu la constitution du 14 octobre 1992, notamment en son article 70:
Vu le décret n°82-137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels;
Vu le décret n°96-103/PR du 02 octobre 1996 portant attributions et organisation du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité;

Sur proposition du Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité.
Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

Article premier: M.Dossè N. LAMBERT D'ALMEIDA, Maître Assistant à l'Université du Bénin est nommé Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité en remplacement de M. AGOKLA Kossi Mawuli.

Art. 2: Le présent décret sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise

Fait à Lomé, le 05 Février 1997

Le Président de la République

Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre

Kwassi KLUTSE

Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité

Séyi MEMENE

Décret n°97-020/PR du 5 Février 1997 relatif aux modalités de recouvrement des ressources du fonds d'entretien routier

Sur rapport conjoint. du Ministre de l'Economie et des finances et du Ministre des Mines, de l'Equipement chargé des transports et du Ministre de l'Industrie et du Commerce;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992;

Vu la loi n°97-02 du 10 janvier 1997, portant création du Fonds d'Entretien Routier;

Vu le décret 82-137/PR du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels;

Vu le décret n°96-097/PR du 27 août 1996 portant composition du Gouvernement de la République togolaise;

Le Conseil des Ministres entendu;

DECRETE:

Article premier: Les modalités de perception des ressources du FER sont déterminées par le présent décret.

Art. 2: Le tarif routier est constitué de la redevance d'usage routier sur les produits pétroliers: essence et gaz-oil seulement et du droit de péage routier.

Art. 3: Le tarif routier est perçu sur la vente de l'essence et gaz-oil destinés à la consommation. Les redevables ne peuvent pas bénéficier des exonérations et des abattements consentis en matière d'impôt.

Toutes compensations de créance est exclue entre le tarif routier dû et les dettes vis-à-vis de l'Etat ou des Sociétés d'Etat.

Art. 4: Par dérogation aux principes généraux applicables en matière de comptabilité publique, un compte sera ouvert au nom du FER à la BCEAO.

Art. 5: Le montant mensuel de la redevance d'usage de la route sur les produits pétroliers sera collecté auprès des sociétés de distribution par la Société togolaise d'entreposage (STE) et versé

tous les mois directement sur un compte spécifique du FER «Compte de redevance d'usage routier».

Cette redevance, d'un montant fixe par litre d'essence et de gaz oil, est déterminée chaque année par la loi de finance.

Elle est due aux entrepôts avant dédouanement et la mise à la consommation du carburant.

Art. 6: Les recettes perçues aux points de péages routiers installés par le FER sont destinées au financement des travaux d'entretien routier. Elles seront versées les 1er et 16 de chaque mois directement au compte «Droit de péage Routier» par les Organismes chargés par le Ministre des Travaux Publics et le Fonds d'entretien, de la gestion par contrat de concession de ces péages.

Art. 7: Des contrats conclus entre les organismes chargés du recouvrement des recettes, le fonds d'entretien routier, la STE et les ministres des finances et des travaux publics préciseront les obligations des parties.

Art. 8: Les chèques de retraits des fonds de la Banque émis par l'Agent comptable sont contresignées par le Directeur du FER.

Art. 9: Des arrêtés ministériels ou interministériels préciseront les modalités de recouvrement des ressources du FER dans le cadre des contrats conclus entre le FER et la STE et les Ministres chargés des Finances et des Travaux Publics.

Art. 10: Le Ministre des Mines, de l'Equipement, des Transports et des Postes et Télécommunications, Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre de l'Industrie et du Commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 05 février 1997

Le Président de la République

Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre

Kwassi KLUTSE

Le Ministre d'Etat, chargé de l'Economie et des Finances

Barry Moussa BARQUE

Le Ministre d'Etat, chargé de l'Industrie et du commerce

Elom Komi DADZIE

Décret N° 97- 021/PR du 6 Février 1997 portant nomination d'un membre de la Cour Constitutionnelle

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu la Constitution de la République Togolaise du 14 octobre 1992 notamment son article 100,

Vu la loi organique n°97-01 du 8 janvier 1997, portant organisation et fonctionnement de la Cour Constitutionnelle

DECRETE:

Article premier: M.Emmanuel Kouami Eméfa APEDO, Magistrat est nommé membre de la Cour Constitutionnelle.

Art 2: Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 6 février 1997
Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

**Décret N° 97-022/PR du 11 Février 1997
portant autorisation de la signature du contrat de la gestion
intérimaire de la CEET**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur le rapport conjoint du Ministre des Sociétés d'Etat et du Développement de la Zone Franche et du Ministre des Mines, de l'Equipement, des Transports et des Postes et Télécommunications,

Vu la Constitution du 14 octobre 1992,

Vu la loi n°90-26 du 4 décembre 1990 portant réforme du cadre institutionnel et juridique des entreprises publiques,

Vu le décret n°91-197 du 16 août 1991 pris pour l'application de la loi 90-26 du 4 décembre 1990.

Vu le décret 91-028/PMRT du 2 octobre 1991 portant adaptation des statuts de la CEET aux dispositions de la loi n°90-26 du 4 décembre 1990,

Vu le décret n°96-097/PR du 27 août 1996 portant composition du gouvernement,
Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article premier: Il est autorisé la signature du contrat de gestion intérimaire de la CEET avec le cabinet Mazards et Guerard.

Art 2: Pendant la durée de la gestion intérimaire, la responsabilité de la gestion de la CEET est entièrement assurée par le cabinet Mazards et Guerard.

Art 3: Le cabinet Mazards et Guerard rend régulièrement compte de sa gestion au conseil de surveillance de la CEET, qui en fait rapport au Conseil des Ministres.

Art 4: Le Ministre d'Etat, chargé de l'Economie et des Finances, le Ministre des Sociétés d'Etat et du Développement de la Zone Franche et le Ministre des Mines, de l'Equipement, des Transports et des Postes et Télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 11 Février 1997
Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Le Ministre d'Etat, chargé de l'Economie et des Finances
Barry Moussa BARQUE

Le Ministre des Sociétés d'Etat et du Développement

de la Zone Franche
Payadowa BOUKPESSI

Le Ministre des Mines, de l'Equipement, des Transports et des Postes et Télécommunications
Tchamdja ANDJO

**Décret N°97-023 /PR du 11 Février 1997 portant application
de la loi organique relative à l'organisation et au fonctionnement
de la Cour Constitutionnelle**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme,

- Vu la Constitution de la République Togolaise du 14 octobre 1992,

- Vu la loi organique n°97-01 du 8 janvier 1997, portant organisation et fonctionnement de la Cour Constitutionnelle,

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE:

Article premier: Les modalités de convocation des différents corps électoraux, autres que l'Assemblée Nationale, appelés à élire des membres de la Cour Constitutionnelle sont arrêtées par le Ministre de la Justice.

Art. 2: Le Président de la Cour est élu par ses pairs pour une durée de trois (3) ans renouvelable. L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des membres composant la Cour.

Art. 3: Le Président de la République fixe la date de prestation de serment dans un délai de 15 jours à compter de la réception des procès verbaux d'élection.

Acte est dressé de la prestation de serment.

Art. 4: Tout manquement à ce serment est un acte de forfaiture et puni conformément à la loi.

Art. 5: Dans les cas susceptibles de démission d'office prévus à l'article 7 de la loi organique, la Cour Constitutionnelle se prononce au scrutin secret à la majorité de ses membres.

Art. 6: La Cour apprécie le cas échéant si l'un de ses membres a manqué aux obligations de réserve mentionnées à l'article 17 de la loi organique.

Art. 7: Les membres du Secrétariat Général prévus à l'article 22 de la loi organique sont astreints à l'obligation de réserve au même titre que les membres de la Cour.

Art. 8: Lorsqu'en application des articles 7 et 17 de la loi organique, la Cour Constitutionnelle constate la démission d'office de l'un de ses membres, elle notifie immédiatement sa décision au Président de la République, au Président de l'Assemblée Nationale et au Premier Ministre.

Il est pourvu au remplacement de l'intéressé conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi organique.

Art. 9: L'exercice d'une activité ou l'occupation d'un poste de

responsabilité au sein d'un parti politique ou groupement politique est incompatible avec l'obligation de réserve prescrite aux membres de la Cour Constitutionnelle. Elle entraîne la démission d'office.

Art. 10 : En application de l'article 33 de la loi organique, la juridiction devant laquelle l'exception d'inconstitutionnalité a été soulevée doit saisir la Cour Constitutionnelle au plus tard dans les huit (8) jours en lui transmettant l'ensemble du dossier.

Art. 11: L'avancement de grade et d'échelon est automatique pour les membres de la Cour Constitutionnelle lorsqu'ils relèvent du statut général de la Fonction Publique ou des statuts spéciaux de leur corps d'origine.

Art. 12: Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme et le Ministre d'Etat, chargé de l'Economie et des Finances sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 11 février 1997
Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Le Ministre d'Etat, chargé de l'Economie et des Finances
Barry Moussa BARQUE

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
et des Droits de l'Homme
Ephrem Seth DORKENOO

Décret N°97 24/PR du 11 Février 1997 portant nomination

Le Président de la République.

Sur proposition du Ministre de la Décentralisation, de l'Urbanisme et du Logement.
Vu la Constitution du 14 octobre 1992.
Vu le décret N° 82 - 137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels.
Vu le décret N° 96 - 097/PR du 27 août 1996 portant composition du Gouvernement.
Le Conseil des Ministres entendu :

DECRETE :

Article premier: M. BOUTORA-TAKPA Koleka, Administrateur Civil de 2^e classe, 2^e échelon est nommé Directeur de Cabinet au Ministère de la Décentralisation de l'Urbanisme et du Logement.

Art 2: Le Ministre de la Décentralisation, de l'Urbanisme et du Logement est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise

Lomé, le 11 Février 1997
Le Président de la République

Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Le Ministre de la Décentralisation, de l'Urbanisme
et du Logement
Kossivi Victor AYASSOU

***Décret N°97-025 / PR du 11 Février 1997
portant nomination***

Le Président de la République
Sur proposition du Ministre de la Décentralisation, de l'Urbanisme et du Logement
Vu la Constitution du 14 octobre 1992.
Vu le décret N° 82 - 137 du 11 mai 1982 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels.
Vu le décret N° 96 - 097/PR du 27 août 1996 portant composition du Gouvernement.
Le Conseil des Ministres entendu.

DECRETE :

Article premier: Mme EDORH Zindodé, Administrateur Civil Principal de 3^e échelon est nommée Secrétaire Général au Ministère de la Décentralisation de l'Urbanisme et du Logement.

Art 2: Le ministre de la Décentralisation, de l'Urbanisme et du Logement est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Lomé, le 11 Février 1997
Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Le Ministre de la Décentralisation, de l'Urbanisme
et du Logement,
Kossivi Victor AYASSOU

***Décret N° 97-026/PR portant nomination du Secrétaire
Général du Ministère de la Justice et des Droits de l'homme***

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme:
Vu la Constitution du 14 octobre 1992;
Vu la loi n° 96-11 du 21 août 1996 fixant le statut des Magistrats;
Vu l'ordonnance n° 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire;
Vu le décret n° 80-251 du 21 octobre 1980 fixant le siège, la classe, le ressort des juridictions ordinaires et l'effectif des Magistrats qui y sont attachés;
Vu le décret n° 96-97/PR du 27 août 1996 portant composition du Gouvernement.
Le Conseil des Ministres entendu:

DECRETE:

Article Premier: Est et demeure rapporté le décret n° 93-063/PR du 26 mai 1993 portant nomination du Secrétaire Général du Ministère de la Justice.

Art 2 : M. AGBETOMEY Kokouvi n°mle 032181-F Magistrat de le grade 2è échelon est nommé Secrétaire Général du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme.

Art 3: Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme est chargé de l'exécution du présent décret qui sera au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé le 11 Février 1997
Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
et des Droits de l'Homme
Ephrem Seth DORKENOO

Décret N° 097-027/PR du 11 Février 1997 portant nomination du conseiller juridique du Ministère de la Justice et des droits de l'homme

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme:
Vu la Constitution du 14 octobre 1992;
Vu la loi n° 96-11 du 21 août 1996 fixant le statut des Magistrats;
Vu l'ordonnance n° 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire;
Vu le décret n° 80-251 du 21 octobre 1980 fixant le siège, la classe, le ressort des juridictions ordinaires et l'effectif des Magistrats qui y sont attachés;
Vu le décret n° 96-97/PR du 27 août 1996 portant composition du Gouvernement;
Le Conseil des Ministres entendu;

DECRETE:

Article premier : M. AKAKPOVI Gabriel n° mle 007367-Z Magistrat de classe exceptionnelle est nommé Conseiller Juridique du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme.

Art. 2: Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé le 11 Février 1997
Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
et des Droits de l'Homme
Ephrem Seth DORKENOO

Décret N° 97-028/PR du 11 Février 1997 portant nomination de l'Inspecteur général des services judiciaires

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme:
Vu la Constitution du 14 octobre 1992;
Vu la loi n° 96-11 du 21 août 1996 fixant le statut des Magistrats;
Vu l'ordonnance n° 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire;
Vu le décret n° 80-251 du 21 octobre 1980 fixant le siège, la classe, le ressort des juridictions ordinaires et l'effectif des Magistrats qui y sont attachés;
Vu le décret n° 96-97/PR du 27 août 1996 portant composition du Gouvernement;
Le Conseil des Ministres entendu;

DECRETE :

Article premier : Est et demeure rapporté le décret n° 92-052/PMRT du 26 février 1992 portant nomination de l'inspecteur Général des services Judiciaires.

Art 2: M. ANANI Missiaméno n° mle 020577 B Magistrat de classe exceptionnelle est nommé Inspecteur Général des services judiciaires.

Art. 3: Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé le 11 Février 1997
Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
et des Droits de l'Homme
Ephrem Seth DORKENOO

Décret N° 97-029/PR du 11 Février 1997 portant nomination du Président de la Cour Suprême

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme:
Vu la Constitution du 14 octobre 1992;
Vu la loi n° 96-11 du 21 août 1996 fixant le statut des Magistrats;
Vu l'ordonnance n° 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire;
Vu le décret n° 80-251 du 21 octobre 1980 fixant le siège, la classe, le ressort des juridictions ordinaires et l'effectif des Magistrats qui y sont attachés;
Vu le décret n° 96-97/PR du 27 août 1996 portant composition du Gouvernement;
Le Conseil des Ministres entendu;

DECRETE

Article premier: Est et demeure rapporté le décret n° 88-175 du 8 novembre 1988 portant nomination de Conseillers à la Chambre Judiciaire de la Cour Suprême.

Art 2: M. LAWSON Fessou Frédéric Djigbondé n° mle 009317-X Magistrat de classe exceptionnelle est nommé Président de la Cour Suprême.

Art 3: Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits

de l'Homme est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé le 11 Février 1997
Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
et des Droits de l'Homme
Ephrem Seth DORKENOO

**Décret N° 97-030/PR du 11 Février 1997 portant nomination
du Procureur général de la cour suprême**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme;
Vu la Constitution du 14 octobre 1992;
Vu la loi n° 96-11 du 21 août 1996 fixant le statut des Magistrats;
Vu l'ordonnance n° 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire;
Vu le décret n° 80-251 du 21 octobre 1980 fixant le siège, la classe, le ressort des juridictions ordinaires et l'effectif des Magistrats qui y sont attachés;
Vu le décret n° 96-97/PR du 27 août 1996 portant composition du Gouvernement;
Le Conseil des Ministres entendu;

DECRETE :

Article premier: Est et demeure rapporté le décret n° 93-072/PR du 16 juin 1993 portant nomination du Procureur Général de la Cour Suprême.

Art 2: Mme AHODIKPE Madoe Nyedzi Virginie n° mle 023183-Z Magistrat de 1^{er} grade 3^e échelon est nommée Procureur Général de la Cour Suprême.

Art 3: Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé le 11 Février 1997
Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
et des Droits de l'Homme
Ephrem Seth DORKENOO

**Décret N° 97-031/PR du 11 Février 1997 portant nomination
du Procureur Général près la Cour d'Appel**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Sur proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992;
Vu la loi n° 96-11 du 21 août 1996 fixant le statut des Magistrats;
Vu l'ordonnance n° 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire;
Vu le décret n° 80-251 du 21 octobre 1980 fixant le siège, la classe, le ressort des juridictions ordinaires et l'effectif des Magistrats qui y sont attachés;
Vu le décret n° 96-97/PR du 27 août 1996 portant composition du Gouvernement;
Le Conseil des Ministres entendu;

DECRETE

Article Premier: Est et demeure rapporté le décret n° 93-011/PR du 23 mars 1993 portant nomination du Procureur Général près de la Cour d'Appel de Lomé.

Art 2: M.TEKOE Tête n° mle 024982-Q Magistrat de 1er grade 3^e échelon est nommé Procureur Général près la Cour d'Appel de Lomé

Art 3: Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé le 11 Février 1997
Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
et des Droits de l'Homme
Ephrem Seth DORKENOO

**Décret N° 97-032/PR du 11 Février 1997 portant nomination
du Premier Substitut du Procureur Général près de la Cour
d'Appel de Lomé**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme;
Vu la Constitution du 14 octobre 1992;
Vu la loi n° 96-11 du 21 août 1996 fixant le statut des Magistrats;
Vu l'ordonnance n° 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire;
Vu le décret n° 80-251 du 21 octobre 1980 fixant le siège, la classe, le ressort des juridictions ordinaires et l'effectif des Magistrats qui y sont attachés;
Vu le décret n° 96-97/PR du 27 août 1996 portant composition du Gouvernement;
Le Conseil des Ministres entendu;

DECRETE

Article premier: Est et demeure rapporté le décret n° 93-074/PR du 16 juin 1993 portant nomination d'un Substitut du Procureur Général près la Cour d'Appel de Lomé.

Art 2: M.ABDOULAYE Yaya Bawa n° mle 033767 Z Magistrat de 2^e grade 3^e échelon est nommé Premier Substitut du Procureur Général près la Cour d'Appel de Lomé.

Art 3: Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé le 11 Février 1997
Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
et des Droits de l'Homme
Ephrem Seth DORKENOO

*Décret N° 97-033/PR du 11 Février 1997 portant nomination
du Deuxième Substitut du Procureur Général près de la
Cour d'Appel de Lomé*

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme;
Vu la Constitution du 14 octobre 1992;
Vu la loi n° 96-11 du 21 août 1996 fixant le statut des Magistrats;
Vu l'ordonnance n° 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire;
Vu le décret n° 80-251 du 21 octobre 1980 fixant le siège, la classe, le ressort des
juridictions ordinaires et l'effectif des Magistrats qui y sont attachés;
Vu le décret n° 96-97/PR du 27 août 1996 portant composition du Gouvernement;
Le Conseil des Ministres entendu;

DECRETE :

Article Premier: Est et demeure rapporté le décret n° 93-113/PR
du 24 novembre 1993 portant nomination d'un Substitut du Pro-
cureur Général près la Cour d'Appel de Lomé.

Art 2 : Mme HOHOUETO Afiwa Kindena n° mle 033768 A
Magistrat de 2^e grade 3^e échelon est nommée deuxième Substi-
tut du Procureur Général Près la Cour d'Appel de Lomé.

Art 3: Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits
de l'Homme est chargé de l'exécution du présent décret qui sera
publié au Journal Officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé le 11 Février 1997
Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
et des Droits de l'Homme
Ephrem Seth DORKENOO

*Décret N° 97-034/PR du 11 Février 1997 portant nomination
du Vice-Président de la Cour d'Appel de Lomé*

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme;
Vu la Constitution du 14 octobre 1992, notamment en son article 152;
Vu la loi n° 96-11 du 21 août 1996 fixant le statut des Magistrats;

Vu l'ordonnance n° 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire;
Vu le décret n° 80-251 du 21 octobre 1980 fixant le siège, la classe, le ressort des
juridictions ordinaires et l'effectif des Magistrats qui y sont attachés;
Vu le décret n° 96-97/PR du 27 août 1996 portant composition du Gouvernement;
Le Conseil des Ministres entendu;

DECRETE

Article premier: M. AFANGBEDJI Kalédji n° mle 020357-X
Magistrat de classe exceptionnelle est nommé Vice-Président de
la Cour d'Appel de Lomé en remplacement de M. ANANI
Missiaméno.

Art 2: Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des droits
de l'Homme est chargé de l'exécution du présent décret qui sera
publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé le 11 Février 1997
Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
et des Droits de l'Homme
Ephrem Seth DORKENOO

*Décret N° 97-035/PR du 11 Février 1997 portant nomination
d'un Conseiller à la Cour d'Appel de Lomé*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme;
Vu la Constitution du 14 octobre 1992,
Vu la loi n° 96-11 du 21 août 1996 fixant le statut des Magistrats .
Vu l'ordonnance n° 78-35 du 7 septembre 1978 portant organisation judiciaire;
Vu le décret n° 80-251 du 21 octobre 1980 fixant le siège, la classe, le ressort des
juridictions ordinaires et l'effectif des Magistrats qui y sont attachés;
Vu le décret n° 96-97/PR du 27 août 1996 portant composition du Gouvernement;
Le Conseil des Ministres entendu;

DECRETE

Article premier: Est et demeure rapporté l'arrêté n° 21/MJ-CAB
portant nomination du Directeur des Services Judiciaires, de
l'Équipement et du Budget.

Art 2: M.DJAMA Koffi n° mle 030202-L Magistrat de 1^{er} grade
2^e échelon est nommé Conseiller à la Cour d'Appel de Lomé.

Art. 3: Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits
de l'Homme est chargé de l'exécution du présent décret qui sera
publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé le 11 Février 1997
Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
et des Droits de l'Homme
Ephrem Seth DORKENOO

**Décret N° 97-036/PR du 11 Février 1997 portant nomination
du Directeur de Cabinet du Ministère des Mines,
de l'Équipement, des transports et des Postes
et Télécommunications**

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

Vu la Constitution de la République togolaise du 14 Octobre 1992, notamment en son article 79;
Vu le décret n° 82-137 du 11 Mai 1992 fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels;
Vu le décret n° 96/097/PR du 27 Août 1996 portant composition du Gouvernement; Sur proposition du Ministre des Mines, de l'Équipement, des Transports et des Postes et Télécommunications;
Le Conseil des Ministres entendu:

DECRETE

Article premier: M. YEMBETTI N'TCHA DATSCHMIA, Attaché d'Administration 2^e classe 4^e échelon, est nommé Directeur de Cabinet du Ministère des Mines, de l'Équipement, des Transports et des Postes et Télécommunications en remplacement de M. AGBEBE Kwami Gadégbékou.

Art. 2: Le présent décret qui prend effet pour compter de la date de sa signature sera publié au Journal Officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 11 Février 1997
Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Le Ministre des Mines, de l'Équipement,
des Transports et des Postes et Télécommunications
Tchamdja ANDJO

PRIMATURE

**Décret N° 97-009 /PM du 5 Février 1997 portant nomination
d'un membre de la Cour Constitutionnelle**

LE PREMIER MINISTRE.

Vu la Constitution de la République Togolaise du 14 octobre 1992 et notamment en son article 100;
Vu la loi organique N° 97-01 du 8 janvier 1997, portant organisation et fonctionnement de la Cour Constitutionnelle;
Vu le décret N° 96-096 du 20 août 1996, portant nomination du Premier Ministre:

DECRETE:

Article premier: M. AMADOS-DJOKO Kouami, magistrat, est nommé membre de la Cour Constitutionnelle.

Art 2: Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 05 février 1997
Le premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Arrêtés et Décisions

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décision N° 40/MDN du 25-02-97 - Les Gendarmes Adjoints de 1^{ère} Classe KOGOE Eyouleki N°Mle 1634 et BOMBOMA Tilate N°Mle 1856 de la Gendarmerie Nationale, sont exclus pour six (6) mois sans solde des forces armées togolaises pour compter du 1^{er} Mars 1997.

Décision N° 41/MDN du 25/2/97 - L'Adjudant DOTSE Kossi-Komi N°Mle 5023 de la Base Transport de Lomé est sur sa demande, admis à faire valoir ses droits à la retraite proportionnelle après dix-sept (17) mois de services effectifs dans les forces armées togolaises pour compter du 30 Mai 1997.

Dans la limite de ses droits, un congé libérable de quatre vingt dix (90) jours lui est accordé, valable du 1^{er} Mars 1997 au 29 Mai 1997 inclus, délai de route compris avec solde de présence. Il bénéficie de la gratuité de transport pour rejoindre ses foyers avec sa famille. Il sera rayé des contrôles des forces armées togolaises pour compter du 30 Mai 1997.

Décision N° 42/MDN du 25/2/97 - Le Soldat de 1^{ère} Classe TIDIYE Pyabalo N°Mlle 12692 du Régiment Commando de la Garde Présidentielle à Lomé, décédé le 25 Janvier 1997 à TCHEBEBE des accidents de circulation, est rayé des contrôles des forces armées togolaises pour compter du 26 avril 1997.

Décision N° 43/MDN du 25/2/97 - Le Gendarme Adjoint de 1^{ère} classe AMEWOU Kossi N°Mle 4052 de la Gendarmerie Nationale, est exclu pour trois (03) mois sans solde des forces armées togolaises pour compter du 1^{er} Mars 1997.

Décision N° 44/MDN du 25/2/97 - Le Caporal NIGHASSIM N'Wayim N°Mle 5943 du Régiment Parachutiste Commando à Kara, décédé le 24 Janvier 1997 des suites d'une courte maladie, est rayé des contrôles des forces armées togolaises pour compter du 25 Janvier 1997

Décision N°45/MDN du 25/2/97 - Les élèves dont les noms suivent sont engagés dans l'armée nationale togolaise pour compter du 1^{er} Février 1997 et affectés au groupement aérien togolais (G.A.T) comme Soldats de 2^{ème} Classe PDL.

96-01-16.301	APETIA Ahouwaté
96-01 16.302	FUMEY Kossi Lolo
96-01-16.303	KASSAM Komlan

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE

Arrêté N° 33/MIS du 18/2/97 - Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes de Lomé, Aného, Tsévié, Vogan, Tabligbo, Notsè., Atakpamé, Kpalimé, Amlamé, Badou, Sotouboua, Sokodé, Tchamba, Bassar, Bafilo, Kara, Pagouda, Niamtougou, Kandé, Sansané-Mango et Dapaong gestion 1997, représentant le douzième des budgets gestion 1996, pour faire face aux dépenses du 1er janvier 1997 jusqu'à l'approbation du budget primitif gestion 1997.

Arrêté N° 34/MIS du 8/2/97 - Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des Préfectures du Golfe, des Lacs, de Vo, de Yoto, du Zio, de l'Avé, de l'Ogou, de Kloto, de Danyi, de Haho, d'Agou, de l'Est-Mono, du Moyen-Mono, d'Amou, de la Kozah, de Dankpen, de la Binah, de Doufelgou, de la Kéran, de l'Oti, de Tandjouaré, de Tône et de Kpendjal gestion 1997, représentant le douzième des budgets gestion 1996, pour faire face aux dépenses du 1er Janvier 1997 jusqu'à l'approbation du budget primitif gestion 1997.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Décision N° 121/MEF/DF/Dco du 24/2/97 - Il est mis à la disposition des athlètes et l'entraîneur une somme de: UN MILLION (1.000.000) de francs CFA ci-dessous désignés se rendant en AUSTRALIE pour un stage du 02 mars au 30 avril 1997 dans la perspective d'une bonne préparation pré-olympique de nos athlètes pour sydney l'an 2000.

MM : AMEGANVI Comlan, Maître d'Education physique et sportive de classe exceptionnelle, Entraîneur d'Athlétisme QUATRE CENT MILLE (400 000) FRANCS CFA

FOFANA Bimon, Champion du Togo aux lancers de poids et de Disque. DEUX CENT MILLE (200 000) FRANCS CFA

ATCHO Bédouéno, Champion du Togo au lancer de Javelot DEUX CENT MILLE (200 000) FRANCS CFA

AGOUROU Kambor, Vice-Champion du Togo au Javelot DEUX CENT MILLE (200 000) FRANCS CFA

Départ de Lomé, le 27 février 1997

La dépense est imputable au Budget Général, Titre 2, Sect. 730, chap. 11, Art. 00, parag. 19, Ligne 02 de la gestion 1997.

Décision n° 122/MEF/DF/DCO du 24/2/97 - Il est mis à la disposition du Ministre des Mines, de l'Equipement des Transports et des Postes et Télécommunications la somme de VINGT QUATRE MILLION CENT HUIT MILLE QUARANTE NEUF (24 108 049) FRANCS CFA pour l'achat de matériel de bureau en vue de l'équipement de son cabinet

La dépense est imputable sur le Budget Général, Gestion 1997, section 217, chapitre 22, Article 00 paragraphe 91 Ligne 01 (Dépenses Imprévues) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 132/MEF/DF/DCO du 26/2/97 - Est autorisé le paiement de la somme de QUATRE MILLIONS (4 000 000) de francs CFA, représentant la contribution de l'Etat au budget de fonctionnement du Centre d'Education Ouvrière du Togo (CEOT-Lomé) au titre de la gestion 1997

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 36 4000 23-U ouvert à la BIAO Lomé au nom dudit Centre.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1997, section 218, chapitre 22, article 00, paragraphe 46, ligne 05 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 133/MEF/DF/DCO du 26/2/97 - Est autorisé le paiement de la somme de TROIS MILLIONS SIX CENT MILLE (3 600 000) francs CFA, représentant la contribution de l'Etat au budget de fonctionnement du Centre d'Education Ouvrière et coopérative de Dapaong (CREOC-Dapaong) au titre de la gestion 1997

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 32 032 039 5004 ouvert à l'Union Togolaise de Banque (UTB) Agence Circulaire au nom dudit Centre.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1997, section 218, chapitre 22, article 00, paragraphe 46, ligne 07 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 134/MEF/DF/DCO du 26/2/97 - Est autorisé le paiement de la somme de QUATRE MILLIONS (4 000 000) de francs CFA, représentant la contribution de l'Etat au budget de fonctionnement du Centre Régional d'Education Ouvrière de Kara (CREO-K) au titre de la gestion 1997

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 32 032268-8006 ouvert à l'Union Togolaise de Banque (UTB) Agence Circulaire au nom dudit Centre.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1997, section 218, chapitre 22, article 00, paragraphe 46, ligne 06 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêté n° 39 MPEFP du 24/2/97 - Est constatée à compter du 24 décembre 1996, l'absence irrégulière de M. TOURE Garba, n° mle 030948-E, instituteur adjoint de 2^e classe 3^e échelon, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à la bibliothèque nationale de Lomé.

Pendant la période de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

MINISTERE DE LA SANTE

Arrêté N° 033/MS/DGS/DPLET du 17/2/97
Portant agrément de la Compagnie Pharmaceutique Africaine C.P.A. S.A. au statut de grossiste-répartiteur de produits pharmaceutiques et produits assimilés

LE MINISTRE DE LA SANTE

Vu la Constitution du 14 Octobre 1992

Vu l'Ordonnance n° 91-05 du 13 Août 1991, rapportant l'ordonnance n° 77-8 du 29 Mars 1977 accordant le monopole d'importation des produits pharmaceutiques à Togopharma;

Vu le Décret n° 96-026 du 18 Mars 1996, fixant les conditions d'exercice de la profession de grossiste - répartiteur de produits pharmaceutiques et des produits assimilés;

Vu l'arrêté n° 050/96/MSP du 28 Mars 1996 définissant la procédure d'instruction des demandes d'agrément de grossiste - répartiteur de produits pharmaceutiques et des produits assimilés;

Vu la Demande en date du 06 Janvier 1997 introduite par Mme MPETEYE-AMAGLI Dédé, Pharmacienne;

Sur proposition du Directeur des Pharmacies, Laboratoires et Equipements Techniques

ARRETE

Article premier: La Société Togolaise de droit privé dénommée 'Compagnie Pharmaceutique Africaine' (C.P.A. S.A), remplit les conditions exigées en matière d'agrément au statut de grossiste - répartiteur de produits pharmaceutiques et produits assimilés.

Art. 2: La Compagnie Pharmaceutique Africaine C.P.A. S.A. dont le siège se trouve à Lomé (Préfecture du Golfe) est agréée au statut de grossiste - répartiteur de produits pharmaceutiques et produits assimilés.

Art. 3: Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 17 février 1997

Koffi SAMA

Arrêté n°36/MS/DGS/DPLET du 19/2/97 - Une licence d'exploitation d'une officine dénommée "PHARMACIE DU PROGRES" sise au quartier Bè AHLIGO (Commune de Lomé) est attribuée à M. LAWSON-DRACREY Laté, Pharmacien.

Si pour une raison quelconque, l'officine susvisée cesse d'être exploitée, le pharmacien propriétaire ou ses héritiers sont tenus de renvoyer la présente licence au Ministère de la Santé.

Arrêté n°37/MS du 20/2/97 - Une autorisation d'ouverture d'un Cabinet Médical à Lomé est accordée au Docteur KEKEH Kokou Ognadon Médecin Généraliste.

Le Docteur KEKEH Kokou Ognadon est tenu de résider dans le périmètre de cinq (5) kilomètres au plus de son cabinet Médical sis à Tokoin Doumasséssé (Lomé)

LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE DE L'ELEVAGE
ET DE LA PECHE

Arrêté N°8/MAEP/CAB du 7/2/97 - M. AMEGANDJEN Kodjovi n°mle 021837-F, Ingénieur d'élevage principal 3ème échelon est nommé Conseiller Technique en élevage chargé de mission au cabinet du ministère de l'agriculture de l'élevage et de la pêche.

L'intéressé conserve son imputation budgétaire.

DIVERS

CAISSE DE RETRAITES DU TOGO

Décision n°253/CRT-DP du 17/2/97 - Une pension civile proportionnelle (indice 1900, 73,75%) au montant annuel de UN MILLION CENT SOIXANTE SIX MILLE CENT (1 166 100) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. DJABAKU Yawo Djidjoedji, professeur de CEG de 1ère classe 2è échelon du corps du personnel de l'Enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er septembre 1994.

M. DJABAKU Yawo Djidjoedji pourra prétendre pour compter du 1er septembre 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants ci-après désignés:

Komlan Mokpokpo,	né	le	03	septembre	1974
Akouvi Enyonam,	née	le	15	décembre	1976
Ayawa Dela,	née	le	09	juin	1977
Afi Akpéné,	née	le	11	août	1978
Komlan Atsou,	né	le	14	avril	1981
Komlan Etsé,	né	le	14	avril	1981
Ayao Edoh,	né	le	24	mai	1984
Atsuvi kodzo,	né	le	30	janvier	1989
Atsupi Adzo,	née	le	30	janvier	1989

Les retenues restant dues par M DJABAKU Yawo Djidjoedji au titre de validation seront déduites des arrérages de la présente pension

Décision n°260/CRT-DP du 21/2/97 - Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe 4 de la loi n°91-11 du 23 mai 1991, il est alloué à M. VETE Kougnivon, Moniteur de 1ère classe 1er échelon (indice 550, pourcentage 75 %) du corps du personnel de l'Enseignement, une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale TROIS CENT QUARANTE TROIS MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT QUATRE (343.284) FRANCS l'an pour compter du 1er décembre 1995 au titre de ses enfants (du 1er au 4è rang) ci-après désignés:

Victorien,	né	le	24	mars	1966
Colette,	née	le	05	avril	1969
Agbémého,	née	le	06	mai	1978
Ayaba,	née	le	24	septembre	1978

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CINQUANTE UN MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT TREIZE (51.493) FRANCS pour compter du 1er décembre 1995 et de CINQUANTE QUATRE MILLE SOIXANTE SEPT (54.067) FRANCS pour compter du 1er juillet 1996.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe 6 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M VETE Kougnivon ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de ses enfants ci-dessus désignés pour compter du 1er décembre 1995.

Agbémého,	née	le	06	mai	1978
Ayaba,	née	le	24	septembre	1978

Décision n°261/CRT-DP du 21/2/97 - Une pension unique (indice 1350, pourcentage 56,25%) d'un montant de SIX CENT TRENTE UN MILLE NEUF CENT QUARANTE QUATRE (631.944) FRANCS équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à chacune des veuves ci-après désignées:

Mme veuve AKAKPO-GUETOU Davy Aménoley née EDORH
" AKAKPO-GUETOU Afi Hélène née ADJOKOU,

épouses de feu AKAKPO-GUETOU Kossi Agbegnigan, Instituteur, de 1ère classe 3è échelon du corps du personnel de l'enseignement, décédé le 23 avril 1995 en activité.

En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi no 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de SOIXANTE TROIS MILLE DEUX CENT QUATRE (63.204) FRANCS pour compter du 1^{er} mai 1995 à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de cinq) .

Kossiwa Ambroisine	née	le	07	décembre	1975
Sènam Kokou,	né	le	25	janvier	1978
Yao Fabien,	né	le	22	mai	1980
Komla Messan,	né	le	26	février	1985
Kossi Anani,	né	le	22	octobre	1989
Codjo Toussaint,	né	le	1er	novembre	1993

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M AKAKPO-GUETOU Djegle-Makuza, Administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Les retenues restant dues par feu AKAKPO-GUETOU Komi Agbegnigan seront déduites des arrérages des présentes pensions

Décision n°262/CRT-DP du 21/2/97 - Il est attribué sur les fonds de la caisse de Retraites du Togo à Mme veuve AMEGAVIE Adoudévi nyatenou née AKOUTE-AKUE, épouse de feu AMEGAVIE Kokou Agbéwoanou, Infirmier d'Etat Principal de classe exceptionnelle (indice 1050, pourcentage 76,25%) en retraite décédé le 05 janvier 1966, une pension de veuve au montant annuel de TROIS CENT TRENTE TROIS MILLE CENT TRENTE DEUX (333.132) FRANCS pour compter du 1er février 1996

Décision n°263/CRT-DP du 21/2/97 - Une pension unique (indice 750, pourcentage 75%) d'un montant de NEUF CENT TRENT SIX MILLE DEUX CENT SEIZÉ (936.216) FRANCS équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la caisse de Retraites du Togo, en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve DENOO Kossiwa (née ATTOH-MENSAH) épouse de feu DENOO Akoli Komlan Adodo, Adjoint Administratif de 1ère classe 1er échelon du corps du personnel de l'Administration Générale (en retraite) décédé le 29 novembre 1992.

En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1er ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse pour compter du 15 juin 1994 une pension temporaire d'orphelin au montant annuel de QUARANTE SIX MILLE HUIT CENT ONZE (46.811) francs à son orphelin mineur : Edo né le 28 août 1975

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués à l'orphelin mineur sus-dénommé seront versés entre les mains de Mme veuve DENOO Kossiwa (née ATTOH-MENSAH), administratrice des biens et tutrice de l'orphelin mineur du de cujus.

Les retenues restant dues par feu DENOO Akoli au titre de validation de ses services extérieurs seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n°264/CRT-DP du 17/2/97 - Une pension civile d'ancienneté (indice 2800 pourcentage 80%) au montant annuel de UN MILION HUIT CENT SOIXANTE QUATRE MILLE QUATRE VINGT DOUZE (1.864.092) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. NENONENE Komi Denyo, Ingénieur d'Agriculture des Eaux et Forêts de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'Agriculture admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1994.

M. NENONENE Komi Dénayo pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2è au 5è rang) ci-après désignés:

Abra Enyonam,	née	le	22	mai	1962
Afeba Awo,	née	le	26	janvier	1978
Afeti Yawovi,	né	le	10	décembre	1981
Kosiga Elom,	né	le	06	mai	1984
Koffi Mesa Etonam,	né	le	30	septembre	1988

Les retenues restant dues par M. NENONENE Komi Dénayo au titre de validation de périodes seront déduites des arrérages de la présente pension.